

La République française prise en otage

par Thierry Meyssan

La guerre qui s'étend à Paris est incompréhensible pour les Français qui ignorent presque tout des activités secrètes de leur gouvernement dans le monde arabe, de ses alliances contre nature avec les dictatures du Golfe, et de sa participation active au terrorisme international. Jamais cette politique n'a été discutée au Parlement et les grands médias ont rarement osé s'y intéresser.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 16 NOVEMBRE 2015



Depuis cinq ans, les Français entendent parler de guerres lointaines, sans comprendre ce dont il s'agit. La presse les a informés de l'engagement de leur armée en Libye, mais jamais de la présence de soldats français en mission au Levant. Mes articles à ce sujet sont largement lus, mais perçus comme des bizarreries orientales. Malgré mon histoire personnelle, il est de bon ton de me qualifier d'« extrémiste » ou de « complotiste » et de relever que mes articles sont reproduits par des sites internet de toutes obédiences, y compris par d'authentiques extrémistes ou complotistes. Pourtant personne ne trouve rien à redire à ce que j'écris. Mais personne non plus n'écoute mes alertes à propos des alliances que la France a conclues.

Soudain, la vérité ignorée fait surface.

La France a été attaquée dans la nuit du vendredi 13 novembre 2015 par plusieurs commandos qui ont assassiné au moins 130 personnes dans cinq lieux différents de Paris. L'état d'urgence a été décrété pour 12 jours sur l'ensemble du territoire et pourrait être reconduit par le Parlement.

Pas de lien direct avec l'affaire Charlie Hebdo

La presse française interprète cet acte de guerre en le liant à l'attentat survenu à *Charlie Hebdo*, bien que les modes opératoires soient totalement différents. En janvier, il s'agissait de tuer des personnes précises, tandis qu'ici il s'agit d'une attaque coordonnée contre un grand nombre de personnes au hasard.

On sait aujourd'hui que le rédacteur en chef de *Charlie Hebdo* venait de recevoir un « don » de 200 000 euros du Proche-Orient pour poursuivre sa campagne anti-musulmane [1] ; que les tueurs étaient liés aux services de renseignement français [2] ; que l'origine de leurs armes est couverte par le Secret-Défense [3]. J'ai déjà montré que cet attentat n'était pas une opération islamiste [4], qu'il avait fait l'objet d'une récupération étatique immédiate [5], et que cette récupération avait rencontré un écho dans la population hostile à la République [6] —une idée qui a été brillamment développée quelques mois plus tard par le démographe Emmanuel Todd [7]—.

Si nous revenons à la guerre qui vient de s'étendre à Paris, elle surprend en Europe occidentale. On ne peut la comparer aux attentats de Madrid de 2004. En Espagne, il n'y avait ni tireur, ni kamikaze, mais 10 bombes placées en 4 lieux distincts [8]. Le type de scène qui vient d'avoir lieu en France est le lot quotidien de nombreuses populations du « Moyen-Orient élargi » depuis 2001. Et l'on trouve des événements comparables au-delà, comme les trois jours d'attaques en six lieux distincts, à Bombay en 2008 [9].

Même si les assaillants étaient des musulmans et si certains d'entre eux ont crié « Allah Akbar ! » en tuant des passants, il n'y a aucun lien entre ces attaques, l'islam et une éventuelle « guerre des civilisations ». Ainsi, ces commandos avaient instruction de tuer au hasard, sans s'enquérir préalablement de la religion de leurs victimes.

Identiquement, il est absurde de prendre au premier degré le mobile évoqué par Daesh contre la France —même s'il n'y a pas de doute sur son implication dans cette attaque—. En effet, si l'organisation terroriste devait se « venger », c'est à Moscou qu'elle aurait frappé.

La France est un État terroriste depuis au moins 2011

La lecture de ces événements est brouillée parce que derrière des groupes non-étatiques se cachent toujours des États qui les sponsorisent. Dans les années 70, le Vénézuélien Ilich Ramírez Sánchez dit « Carlos » ou « Le Chacal » s'était mis par conviction au service de la cause palestinienne et de la Révolution avec le discret soutien de l'Urss. Dans les années 80, l'exemple de Carlos a été repris par des mercenaires, travaillant pour le plus offrant, tel Sabri al Banna dit « Abou Nidal », qui effectua des attentats aussi bien pour le compte de la Libye et de la Syrie que d'Israël. Aujourd'hui, il existe une nébuleuse du terrorisme et de l'action secrète impliquant quantité d'États.

En principe, les États dénie toujours leur participation à des groupes terroristes. Toutefois, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a déclaré en décembre 2012, lors de la conférence des « Amis de la Syrie » à Marrakech, qu'Al-Nosa, la branche syrienne d'Al-Qaïda, « fait du bon boulot » [10].

Compte tenu de ses fonctions, M. Fabius savait qu'il ne serait pas traduit en justice pour son soutien à une organisation classée comme terroriste par le Conseil de sécurité des Nations unies, mais il prenait un risque grave pour son pays qu'il plongeait ainsi dans le chaudron du terrorisme.

En réalité, la France était impliquée depuis au moins le début 2011 aux côtés d'Al-Qaïda. À l'époque, le Royaume-Uni et la France s'étaient joints au projet US de « Printemps arabe ». Il s'agissait de renverser tous les régimes arabes laïques et de les remplacer par des dictatures des Frères musulmans. Alors que Londres et Paris avaient découvert cette opération en cours de réalisation en Tunisie et en Égypte, ils avaient été préalablement sollicités pour la Libye et la Syrie [11]. En Libye, ils organisèrent avec l'aide des Forces spéciales italiennes les massacres de

Benghazi, puis avec l'aide d'Al-Qaïda la prise des arsenaux. Je peux attester qu'en août 2011, alors que j'étais protégé par Khamis el-Kadhafi lorsque l'Otan donnait l'assaut de la capitale, l'hôtel Rixos où nous nous trouvions fut assiégé par une unité d'Al-Qaïda, la Brigade de Tripoli, commandée par Mahdi al-Harati au cri d'« Allah Akbar ! » et encadrée par des officiers français en mission. Le même Mahdi al-Harati fut avec son chef, Abdelhakim Belhaj, le fondateur de la prétendue Armée syrienne libre, en réalité un groupe d'Al-Qaïda portant le drapeau de la colonisation française.

En Syrie, la présence d'officiers français encadrant des groupes armés lorsqu'ils perpétraient des crimes contre l'humanité est largement attestée.

La France a par la suite joué un jeu extrêmement complexe et dangereux. Ainsi, en janvier 2013, c'est-à-dire un mois après le soutien public de Laurent Fabius à Al-Qaïda en Syrie, elle se lançait dans une opération au Mali contre le même Al-Qaïda, provoquant un premier retour de bâton contre ses agents infiltrés en Syrie.

De tout cela, vous n'avez jamais entendu parler. Parce que, bien que la France ait des institutions démocratiques, sa politique actuelle dans le monde arabe n'a jamais été discutée publiquement. Tout au plus s'est-on contenté —en violation de l'article 35 de la Constitution— d'entrer en guerre contre la Libye et contre la Syrie après quelques heures de débats parlementaires superficiels, sans vote. Les parlementaires français ont renoncé à exercer leur mandat de contrôle de l'Exécutif en matière de politique étrangère, pensant qu'il s'agit d'un domaine réservé du président, sans conséquence dans la vie quotidienne. Chacun peut constater au contraire aujourd'hui que la paix et la sécurité, un des quatre « Droits de l'homme et du citoyen » de 1789 (article 2), en dépendent directement. Le pire est à venir.

Au début 2014, lorsque les faucons libéraux US mettaient au point leur plan de transformation de l'Émirat islamique en Irak et au Cham en ce qui allait devenir Daesh, la France et la Turquie acheminèrent des munitions à Al-Qaïda pour qu'il combatte l'ÉI —ce point est attesté par un document présenté au Conseil de sécurité le 14 juillet 2014 [12]—. Pourtant, la France se joignit ultérieurement à cette opération secrète et participa à la Coalition internationale anti-Daesh, dont chacun sait maintenant que contrairement à son nom elle ne bombarda pas Daesh, mais lui largua des

armes durant un an [13]. Les choses évoluèrent encore après la signature de l'accord 5+1 avec l'Iran. Les États-Unis se retournèrent subitement sur le terrain contre l'organisation terroriste et la repoussa à Hassaké (Syrie) [14]. Mais ce n'est qu'à la mi-octobre 2015, il y a un mois, que la France recommença à combattre Daesh. Non pas pour stopper ses massacres, mais pour conquérir une partie du territoire qu'il occupe en Syrie et en Irak et y installer un nouvel État colonial qui serait appelé « Kurdistan » même si sa population kurde y sera au départ largement minoritaire [15].

Dans cette perspective, la France a envoyé son porte-avions —qui n'est pas encore sur zone— pour soutenir les Marxistes-Léninistes du parti kurde YPG —mais que signifie cette référence politique lorsque l'on projette de créer un État colonial ?— contre son ancien allié Daesh.

Nous assistons désormais au second retour de bâton. Non pas de la part d'al-Qaïda en Syrie, mais de la part de Daesh en France, sur instructions des alliés invouables de la France.

Qui dirige Daesh

Daesh est une création artificielle. Ce n'est que l'instrument de la politique de plusieurs États et multinationales.

Ses principales ressources financières sont le pétrole, les drogues afghanes —dont les Français n'ont toujours pas saisi les implications sur leur sol—, et les antiquités levantines. Tout le monde s'accorde à noter que le pétrole volé transite librement par la Turquie avant d'être vendu en Europe occidentale. Compte tenu des quantités, il n'y a pas de doute possible sur le soutien de l'État turc à Daesh [16].

Il y a trois semaines, le porte-parole de l'Armée arabe syrienne révélait que 3 avions, respectivement affrétés par la Turquie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis venaient d'exfiltrer des combattants de Daesh hors de Syrie et de les transporter au Yémen. Là encore, il n'y a donc pas de doute possible sur les liens de ces trois États avec Daesh en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

J'ai longuement expliqué, depuis la première conférence de Genève en juin 2012, qu'une faction au sein de l'appareil d'État US menait sa propre

politique contre celle de la Maison-Blanche. Au départ, ce complot était dirigé par le directeur de la CIA et co-fondateur de Daesh en 2007 (« The Surge ») [17], le général David Petraeus, jusqu'à son arrestation menottes au poignet le lendemain de la réélection de Barack Obama. Puis, ce fut au tour de la secrétaire d'État Hillary Clinton, empêchée de terminer son mandat durant la période de transition présidentielle par un fâcheux « accident ». Enfin, ce combat fut poursuivi par l'ambassadeur Jeffrey Feltman depuis les bureaux de l'Onu et par le général John Allen à la tête de la prétendue Coalition anti-Desh. Ce groupe, partie de l'« État profond » US, qui n'a cessé de s'opposer à l'accord 5+1 avec l'Iran et de combattre la République arabe syrienne, conserve des membres au sein de l'administration Obama. Surtout, il peut compter sur l'aide de sociétés multinationales, dont les budgets sont plus importants que ceux des États, et qui peuvent financer leurs opérations secrètes. C'est le cas notamment du pétrolier Exxon-Mobil (le véritable propriétaire du Qatar), du fonds de placement KKR, et de l'armée privée Academi (ex-Blackwater).

C'est pour le compte de ces États et de ces multinationales que la France est devenue un pays mercenaire.

La France objet de chantage

Le 11 novembre 2015, le Premier ministre, Manuel Valls, assurait que la France était engagée contre le terrorisme [18].

Le 12 novembre, l'*Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales* —rattaché au ministère de l'Intérieur— publiait un rapport selon lequel le terrorisme était devenu la seconde préoccupation des Français après le chômage [19].

Le matin même du 13 novembre, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, présentait à Nanterre un plan en vingt mesures pour lutter contre le trafic d'armes [20].

À l'évidence, le gouvernement s'attendait au pire, ce qui implique qu'il était en négociation avec ceux qui l'ont attaqué. La France a pris des engagements qu'elle n'a pas tenus et est certainement victime d'un chantage de la part des maîtres qu'elle vient de trahir.

Un exercice simulant des attentats a été conduit le matin même de l'attaque par les services d'urgence hospitaliers [21]. Une coïncidence que l'on avait déjà relevé lors des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington, de ceux du 11 mars 2004 à Madrid, ou encore de ceux du 7 juillet 2005 à Londres.

Conclusion provisoire

Les gouvernements français successifs ont noué des alliances avec des États dont les valeurs sont à l'opposé de celles de la République. Ils se sont progressivement engagés à livrer des guerres secrètes pour eux, avant de se rétracter. Le président Hollande, son chef d'état-major particulier le général Benoit Puga, son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius et son prédécesseur Alain Juppé font aujourd'hui l'objet d'un chantage dont ils ne pourront sortir qu'en révélant dans quoi ils ont fourvoyé le pays, même si cela les expose à la Haute Cour de Justice.

Le 28 septembre, à la tribune des Nations unies, le président Poutine s'adressant aux États-Unis et à la France s'exclamait : « J'aimerais demander aux responsables de cette situation : "Avez-vous au moins conscience de ce que vous avez fait ?" Mais je crains que cette question ne reste en suspens, parce que ces gens n'ont pas renoncé à leur politique basée sur une confiance exagérée en soi et la conviction de son exceptionnalité et de son impunité » [22]. Ni les États-uniens, ni les Français ne l'ont écouté. Il est maintenant trop tard.

À retenir

- ▶ Le gouvernement français s'est progressivement éloigné de la légalité internationale. Il perpète des assassinats politiques et encadre des actions terroristes depuis au moins 2011.
- ▶ Le gouvernement français a noué des alliances contre nature avec les dictatures pétrolières du Golfe persique. Il travaille avec un groupe de personnalités états-uniennes et de compagnies multinationales pour saboter la politique d'apaisement des présidents Obama et Poutine.
- ▶ Le gouvernement français est entré en conflit avec ces alliés peu recommandables. L'un d'entre eux a sponsorisé les attaques de Paris.

Thierry Meyssan

[1] « *Charlie Hebdo : les révélations de la dernière campagne de Charb* », Thibault Raisse, *Le Parisien*, 18 octobre 2015.

- [2] « Selon McClatchy, Mohammed Mehra et les frères Kouachi seraient liés aux services secrets français », *Réseau Voltaire*, 9 janvier 2015.
- [3] « Les armes de Charlie-Hebdo couvertes par le Secret-Défense », *Réseau Voltaire*, 17 septembre 2015.
- [4] « Qui a commandité l'attentat contre Charlie Hebdo ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 janvier 2015.
- [5] « Charlie Hebdo a bon dos », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 janvier 2015.
- [6] « De quoi ont peur les politiques et les journalistes français ? », par Réseau Voltaire, 25 janvier 2015.
- [7] *Qui est Charlie ? : Sociologie d'une crise religieuse*, Emmanuel Todd, Seuil, 5 mai 2015, 252 p.
- [8] « 11 mars 2004 à Madrid : était-ce vraiment un attentat islamiste ? », « Attentats de Madrid : l'hypothèse atlantiste », par Mathieu Miquel, *Réseau Voltaire*, 11 octobre et 6 novembre 2009.
- [9] *The Siege*, Adrian Levy & Cathy Scott-Clark, Penguin, 2013.
- [10] « Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens », par Isabelle Maudraud, *Le Monde*, 13 décembre 2012.
- [11] Voir le témoignage de l'ancien président du Conseil constitutionnel [Roland Dumas sur LCP](#).
- [12] Lire l'intervention du représentant syrien « Résolution 2165 et débats (aide humanitaire en Syrie) », *Réseau Voltaire*, 14 juillet 2014.
- [13] Ce point est ignoré de la presse occidentale, mais a été largement discuté un an durant par la presse arabe et perse. La vérité a éclaté au grand jour lorsque cinquante analystes du CentCom ont dénoncé les mensonges des rapports sur la Coalition, qu'une enquête interne a été déclenchée et que, finalement, le général John Allen a été contraint à la démission. Voir notamment : « [Stewart, Brennan et Cardillo dénoncent les manipulations du Renseignement au Pentagone](#) » et « [Le général Allen présente sa démission \(Bloomberg\)](#) », *Réseau Voltaire*, 12 et 23 septembre 2015.
- [14] « La France tente d'entraver le déploiement militaire russe en Syrie », *Réseau Voltaire*, 6 septembre 2015.
- [15] « Les États-Unis et Israël débutent la colonisation du Nord de la Syrie », *Réseau Voltaire*, 1er novembre 2015.
- [16] Pour en savoir plus : « [Le rôle de la famille Erdoğan au sein de Daesh](#) », *Réseau Voltaire*, 26 juillet 2015.
- [17] Daesh a été initialement constitué en Irak dans le cadre d'un plan visant à mettre fin à la Résistance à l'occupation états-unienne. Pour ce faire, les USA ont créé des milices anti-chiites —dont l'Émirat islamique en Irak, futur « Daesh »—, puis des milices anti-sunnites. En définitive, les deux groupes de population ont oublié l'armée d'occupation et se sont battus entre eux.
- [18] « [Valls : la France engagée contre le terrorisme](#) », AFP et *Le Figaro*, 11 novembre 2015.
- [19] « [La grande peur du terrorisme](#) », Timothée Boutry, *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, 13 novembre 2015.
- [20] « [Bernard Cazeneuve présente un plan contre le trafic d'armes](#) », AFP, 13 novembre 2015.
- [21] Cf. Intervention du Dr Patrice Pelloux, président de l'Association des médecins urgentistes de France, sur [France Info à 10h26](#) et au journal du soir de France2, le 14 novembre 2015.
- [22] « [Discours de Vladimir Poutine à la 70ème Assemblée générale de l'Onu](#) », par Vladimir Poutine, *Réseau Voltaire*, 28 septembre 2015.

Source : « La République française prise en otage », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 novembre 2015, www.voltairenet.org/article189275.html